



**COMITÉ  
ROBERT PICQUÉ**  
*pour la défense et  
le développement  
de l'hôpital public*

*Message public à Mme Darrieussecq, Médecin et Ministre déléguée des Armées, lors de sa venue à Bordeaux (29-4-21)*

## **Mme DARRIEUSSECQ, en démantelant l'Hôpital et le Site Robert PICQUE, vous affaiblissez la Région Sanitaire !**

L'Hôpital Robert PICQUE (HRP), de statut militaire, avait une activité mixte, avec 80% de ses prestations auprès de personnes civiles. Rénové en 2001 pour au moins 30 millions d'Euros (nous n'avons qu'une partie des chiffres), il était **très apprécié** (cf rapports d'accréditation en 2003 et 2019).

Le plan SSA 2020, après avoir fermé le Val de Grâce en 2016, l'a ciblé (avec d'autres) comme dépassé, à rayer de la carte sanitaire. Il s'est intégré dans l'objectif général d'affaiblissement des services publics de santé, où se déploie une austérité largement critiquée avant et pendant la Covid 19.

Sous le masque d'un regroupement baptisé Bahia, associant l'HRP et la Maison de Santé privée et confessionnelle Bagatelle (établissement de qualité lui aussi faisant partie de notre patrimoine sanitaire régional), il nous était promis une nouvelle entité sanitaire, prétendant faire mieux que les deux précédentes réunies...

**Dans les faits**, sur une surface totale réduite à 15% de l'existant :

- L'aire d'accueil des gros hélicoptères sanitaires ne pourra pas être conservée (cf décision préfectorale relative à la nouvelle densification immobilière, avec entre autres 250 logements de la Cogédim entourant et surplombant l'entrée de l'établissement Bahia, Route de Toulouse) ;
- Le Service Vaccinations-Santé-Voyages (symbolique en temps de Covid) va disparaître ;
- Idem pour le seul service d'odontologie (soins dentaires) qui fonctionnait 24h sur 24 ;
- Près d'une centaine de lits hospitaliers vont disparaître, avec réduction globale de personnels ;
- Les laboratoires biologiques vont eux aussi partir en fumée ;
- Les structures pavillonnaires de l'HRP ainsi que les salles situées en sous-sol, indispensables pour les décontaminations nucléaire, radiologique, chimique ou infectieuse vont disparaître (il est à craindre, selon les premiers renseignements partiels extraits de la confidentialité, que la convention liant les centrales de Braud-St Louis et Golfech avec l'actuel HRP soit vidée de ses moyens opérationnels). Que ferons nous si les accidents nucléaires que nous avons failli connaître en 1999 et 2009 s'inscrivent dans la réalité future... ?
- Les aires de stationnement vont devenir payantes...

**C'est pourquoi Mme la Ministre, nous ne pouvons partager votre analyse et vos décisions. Et nous sommes ici aujourd'hui pour vous rappeler la colère des citoyen-ne-s concernée-s.** Elle s'est déjà exprimée à maintes reprises, sur les plans sanitaire, économique et environnemental :

- dans les deux réunions publiques organisées en Mairie de Talence (juin 2017 et mars 2018) ;
- dans le rapport de Mme DUMONT publié le 8 avril 2018 lors de la concertation menée par Bordeaux Métropole, suivi de l'avis défavorable émis par l'enquête publique (juin 19) dirigée par Mme CAUSSE
- par des pétitions ayant réunies plus de 10.000 personnes;
- par de nombreux témoignages (entre autres, celui du Dr Philippe GRIFFET, ex médecin chef de l'Hôpital Robert PICQUE, dans son « plaidoyer pour un Hôpital condamné ») qui ne peuvent être taxés de partialité ou de conflit d'intérêt (contrairement aux promoteurs de Bahia, simultanément fossoyeurs de notre Hôpital Robert PICQUÉ et de son Site...).